

Engager une construction politique novatrice

Dans une Adresse aux Français qui est actuellement proposée par les communistes à leurs collègues, à leurs voisins, à des personnalités progressistes, aux responsables de syndicats, d'associations, de formation de gauche, le PCF propose d'établir un pacte unitaire pour le progrès entre les citoyens eux-mêmes et entre les citoyens et les partis politiques.

Quelle est le sens et la portée de cette démarche ? Qu'est-ce qui la rend aujourd'hui nécessaire et possible ? En quoi répond-elle à l'exigence d'une construction politique réellement novatrice contribuant à combler le fossé entre la société et la politique ? Quelles implications pratiques, quelles initiatives concrètes peut-on en attendre ? Pour débattre de ces questions, *Economie et Politique* a réuni trois dirigeants du PCF, Pierre Blotin, membre du Bureau national, Paul Boccarda et Gilles Bontemps, membres du Comité national.

Pourquoi une telle initiative aujourd'hui ? En quoi est-elle inédite ?

Pierre Blotin : Depuis plusieurs congrès nous avons été amenés à réfléchir, notamment après l'expérience du programme commun, à la question de la perspective politique. Le problème du programme commun n'était pas qu'il soit commun, ni qu'il soit un programme, c'était qu'il s'agissait d'un accord conclu sans que les gens soient partie prenante, et de ce fait, sans

qu'ils soient en position d'intervenir pour s'assurer de la bonne mise en œuvre de quelque chose qui aurait été l'émanation de leur volonté. Nous avons donc au fil de notre réflexion, de nos congrès, avancé l'idée qu'il fallait donner la primauté au mouvement populaire, tout en réaffirmant que des accords étaient nécessaires entre forces de gauche pour donner une traduction politique à la volonté, à l'action du mouvement populaire. Puis nous sommes arrivés, au 28^e Congrès, à l'idée qu'il fallait une construction politique nouvelle. Depuis, des éléments nous ont poussés à passer à l'acte.

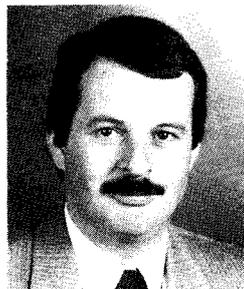
D'abord, il y a urgence. Urgence à ce que le Parti communiste français, dans la situation de la France d'aujourd'hui, prenne toutes ses responsabilités. S'il ne s'ouvre pas une perspective pour tous ces gens mécontents qui aspirent à autre chose, qui s'interrogent, la droite qui est au pouvoir

par défaut y restera par défaut. S'il ne s'ouvre pas une perspective politique correspondant à ce que les gens veulent, alors le champ sera libre pour toutes les illusions ; si par exemple, on ne s'interroge pas sérieusement sur les raisons qui ont conduit à la terrible déception qui a suivi le grand espoir de 1981, la question se posera en terme d'alternance mais pas d'alternative réelle. Et, à la clé, il y aura encore beaucoup de nouvelles désillusions. Enfin, s'il ne se présente pas une alternative crédible, une perspective crédible, on laisse le champ libre à la désespérance. Et de la désespérance peut sortir n'importe quoi ; ce qui se passe en Italie incite à la réflexion. C'est donc le point de départ : il y a urgence.

A partir de là où est le nouveau dans notre démarche ? Le nouveau ce n'est pas « les communistes avec les gens » : cela fait des années qu'on y est avec les gens. Même au temps du programme commun les communistes étaient avec les gens, mais pour leur demander d'être force de pression ou force de soutien. La différence c'est qu'on veut mettre au service de millions de citoyens le parti, sa force, pour créer les espaces qui vont leur permettre de se rencontrer, de se poser ensemble la question : « Qu'est-ce qu'on peut faire pour que ça change vraiment, qu'est ce qu'il faut faire, comment il faut agir, quelles solutions nouvelles on peut trouver, quelle place là-dedans pour les forces politiques ? ». L'autre aspect nouveau, et à mon avis décisif, concerne la question des accords. Notre position ce n'est pas « les états-majors tout seuls », ce n'est pas non plus « les gens tout seuls » — cela serait « du basisme », cela n'a jamais mené à rien. Des accords oui, mais pas en recherchant le plus petit dénominateur commun aux états majors politiques. Des accords réalisés sur la base de la confrontation des forces politiques avec l'expression forte des exigences populaires, chacun étant amené à prendre ses responsabilités.



Pierre Blotin



Gilles Bontemps



Paul Boccarda

Encore un mot : j'ai parlé d'urgence ; un autre élément explique pourquoi c'est maintenant qu'il fallait faire la proposition du Pacte : des possibilités nouvelles naissent de ce qui bouge dans la tête des gens, avec des réflexions nouvelles sur ce qui doit changer mais aussi sur les enjeux de leurs propres interventions : « si on nous écoutait dans l'entreprise », « si on nous écoutait dans la société, dans la vie du pays », « si on prenait en compte nos idées, nos suggestions à propos de ce qu'il faudrait faire pour que les choses aillent autrement ... » Ces idées ne sont pas encore majoritaires — cela se saurait ! mais elles commencent à émerger. Emergent aussi des questions nouvelles sur le contenu et les finalités d'une politique nouvelle. L'idée que l'argent-roi, les capitaux spéculatifs, cela n'est pas bon ... Et dans le même temps des gens plus nombreux portent un regard nouveau sur le parti. Cela s'est traduit notamment dans les élections cantonales. Enfin commence à s'affirmer une expression unitaire forte : dans les luttes, mais aussi avec ce qu'il s'est passé entre les deux tours des cantonales. La volonté grandit que, face à la malfeasance de la droite, on sache se retrouver pour faire quelque chose d'autre. Pour tout cela, je pense que notre initiative est de plain-pied avec des exigences qui montent chez les salariés, parmi les femmes et les hommes de gauche, de progrès, dans le pays.

Gilles Bontemps : Je crois que la gravité de la situation et des coups que prennent les gens a eu, dans la dernière période, des conséquences sur leurs comportements. Regardons, par exemple, les questions qui sont venues avec les jeunes à propos du CIP. Il y a bien longtemps que nous n'avions pas vu monter des questions aussi fortes, aussi fondamentales dans un mouvement social. Dans cette société qui se consacre au règne de l'argent, ils s'interrogent sur son rôle : « L'argent doit-il continuer à servir à mettre les jeunes en précarité, à les mettre au chômage, à leur boucher l'avenir ou pourrait-il être utilisé autrement ? ». Ce sont de vraies questions qui sont posées, nouvelles et massivement, alors que les efforts de clarification que nous faisons depuis des années sur ces questions pouvaient sembler jusqu'ici sans effets.

Dans ce qui explique la réaction des gens, il y a la conscience qui grandit qu'on ne peut pas obtenir quelque chose de bien avec ce gouvernement de droite. Et ce que disait Pierre tout de suite à propos des

réactions au second tour en dit long sur la volonté de porter un coup d'arrêt à cette politique là, même si c'est encore confus. On a retrouvé cette volonté dans les résultats électoraux de mon département avec le début de redressement confirmé du parti au premier tour, mais aussi avec la forte mobilisation qui a marqué les comportements du second tour.

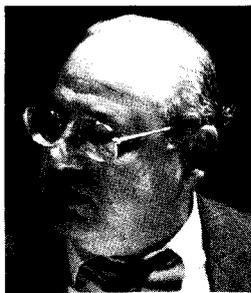
Est-ce qu'on peut en rester à cette démarche qui consiste à faire essentiellement barrage à la droite, ou est-ce qu'il y a besoin de faire monter d'autres exigences ? C'est une question qui nous est posée et à laquelle nous voulons répondre. Je veux prendre un exemple pour montrer qu'on a besoin de faire vivre cette démarche par plein de bouts, qu'elle doit être directement liée à la vie. On a actuellement une bataille dans une grande entreprise « les Chantiers de l'Atlantique » où les gens sont en bagarre pour les salaires. Le patronat, dans les discussions, en est rendu à concéder 1,5 % d'augmentation, ce qui fait entre 120 et 130 francs par mois. Or, quand on regarde la situation actuelle de l'entreprise, on constate que si on augmentait de 1 000 francs les 4 500 salariés de l'entreprise, on n'utiliserait que 5,5 % des sommes actuellement disponibles de cette entreprise, qui représentent 1 milliard de francs. C'est une vraie question.

Il y en a une seconde, c'est qu'en 1993 le marché mondial des commandes de navires a augmenté de 16 %. Pourtant on est incapable de soumissionner parce qu'à force de réduire les effectifs, l'entreprise n'a pas le nombre de salariés nécessaire pour construire des bateaux supplémentaires. Il faudrait donc davantage de salariés pour mener la bataille, y compris à l'échelle mondiale, sur l'obtention de commandes nouvelles. Est-ce qu'en réfléchissant à ces questions avec les gens, on ne peut pas les aider à se mobiliser, pour aller au-delà d'une augmentation de salaire de 1,5 % ? Ne peut-on pas aider les salariés à réfléchir actuellement plus globalement sur quelques idées : on peut arracher des augmentations substantielles des salaires et on peut en même temps, sans que cela mette en péril l'entreprise, donner un prolongement aux luttes des jeunes et des étudiants qui se sont bagarrés contre la précarité, pour des embauches. Evidemment ça ne règlera pas tout, mais on a un exemple sous les yeux du fait que le choix de l'emploi est possible en utilisant une infime partie des réserves disponibles de l'entreprise dans lesquelles il y a des aides de

l'Etat, précisément dans un moment où avec le GATT, on se propose de nous les supprimer. On peut ainsi alimenter la réflexion des gens pour contribuer à développer le mouvement social sur des questions de fond et en même temps porter le débat sur la question du débouché politique nécessaire.

Paul Boccard : La situation exige de façon urgente une grande initiative comme celle que nous avons prise. Il y a une maturation de la crise, des difficultés mais aussi de la prise de conscience de la nocivité des politiques menées, qui constitue un appel, une demande considérable. Par exemple, Gilles vient de l'évoquer, le mouvement des jeunes a été extrêmement important sur le CIP. A propos de nouvelles réductions de charges salariales, prétendument pour favoriser l'emploi, les jeunes ont commencé à prendre conscience que ça ne marche pas : ils ont déjà donné. Mais comment aller au-delà du simple rejet du « sous-smic jeunes » et du recul du gouvernement ? De même face aux déclarations traditionnelles selon lesquelles il n'y a pas assez de profits, de moyens financiers, les gens prennent conscience, avec l'amplification de la croissance financière, que des moyens considérables sont gâchés. Les salariés, les retraités sont matraqués par leur banque : « placez ce que vous avez, ça va vous rapporter gros et facile ». Même parmi les responsables, certains disent : « on favorise peut-être trop les placements financiers ». Mais en réalité ils continuent. De 1985 à 1993, par exemple, les Sicav monétaires, ont passé de 200 milliards à 1 300 milliards environ. Depuis 1993, ce n'est pas sensiblement descendu, mais la croissance financière s'est déplacée notamment sur d'autres Sicav. Donc, les sacrifices et réductions de salaires, on n'y croit plus tellement ; les ressources on pense qu'on les gâche. Mais, face au chômage massif persistant, le problème c'est comment arriver à faire autrement ? Avec quelles forces ? Quelles modalités ? Quelle nouvelle cohérence ?

Le besoin de construction politique nouvelle face à ces prises de conscience nouvelles, est très profond. J'ai pris le cas des jeunes, on pourrait prendre d'autres catégories sociales : les enseignants, les retraités, les cadres ... Le besoin de changer la politique est vraiment considérable, pour qu'elle soit en prise sur les exigences nouvelles et en priorité sur l'emploi. Comme le disait Pierre, si l'on n'a pas cette construction, ça peut être encore la reprise des



illusions, et même des dérapages populistes sur des solutions démagogiques comme en Italie. La droite profite du fait que les promesses de gauche du Parti socialiste se sont soldées par une croissance du chômage pour dire « vous voyez bien, il faut accepter les sacrifices ». Même si les jeunes ont refusé les CIP, il ne faut pas sous-estimer le gouvernement qui recule puis revient à la charge. Et en même temps, les idées nouvelles qui montent sur le besoin d'être consulté sont récupérées. Si les gens concernés sont consultés, c'est sous matraquage médiatique et, en outre, comme à Air France, sous pression d'un chantage, au lieu de pouvoir organiser eux-mêmes leur propre consultation.

Pierre Blotin : Paul parle de maturation, de prise de conscience de la nocivité des politiques menées. Au-delà de ce qu'il dit, il y a quelque chose qui me frappe pour deux catégories de la population, et pas des moindres : les cadres et techniciens, les jeunes. Dans la dernière décennie, une bonne partie, si ce n'est une partie majoritaire de l'ensemble « cadres, techniciens, ingénieurs » ont été, à leur corps défendant, utilisés par le patronat et par les gens au pouvoir pour accréditer l'idée qu'au nom de l'efficacité économique il fallait accepter les sacrifices, considérer que le progrès technologique doit obligatoirement aboutir à moins d'emplois, que le problème majeur était le « coût trop élevé du travail » etc. et voilà qu'en quelques années, ils constatent dans leurs propres catégories, une augmentation considérable du chômage allant de pair avec une aggravation de la crise.

De même, les jeunes d'aujourd'hui ont été élevés dans les dogmes du libéralisme. Et voilà qu'ils sont amenés à faire l'expérience que ce qu'ils ont appris dans les manuels scolaires n'était pas vrai, que le libéralisme conduit à une société dans laquelle ils ne trouvent pas leur place. Il faut être attentif à ne pas exagérer, mais je crois qu'on peut dire qu'il y a un début de remise en cause de ces dogmes, au feu

de l'expérience. Alors se pose la question : quoi d'autre ? Comment, et avec qui ? C'est ce que disait Paul : « quelle force ? » Et là c'est ma deuxième remarque, je crois qu'il y a, à la fois, et inséparablement, le problème du contenu, « quoi d'autre ? » et le problème du « comment ? ». Quand bien même dans une discussion à l'entreprise avec des salariés, un communiste explique de façon convaincante par exemple que le problème ce n'est pas les charges sociales, mais les charges financières, et fait la démonstration que si l'entreprise était moins écrasée de charges financières, elle pourrait s'acquitter de ses charges sociales et même créer des emplois, il reste qu'après avoir convaincu, il bute encore sur une question : « Avec qui vas-tu faire cela, toi communiste ? Avec tes 10 % ? » Donc, il faut être crédible à la fois sur le contenu d'une autre politique et sur la possibilité d'une autre construction politique. C'est dans le même mouvement qu'il faut parler avec ces millions de citoyens, élaborer avec eux quelque chose de neuf et prendre langue avec les autres forces politiques, leur expliquer ce que nous souhaitons, discuter avec elles de ces exigences populaires.

Dans la crédibilité d'une perspective pour les gens, la crédibilité de ce que l'on peut proposer est fortement atteinte s'ils ont le sentiment que les forces de progrès ne sont pas capables de parler entre elles. Je ne dis pas de passer d'emblée un accord, ce n'est pas réalisable demain matin, mais de parler entre elles. Il nous faut faire cette démonstration. Aux gens qui leur disaient : « Quelle perspective avec les socialistes ? cela n'a pas marché et ils ne veulent pas changer de politique », des communistes ont eu trop systématiquement, selon moi, tendance à répondre : « la perspective c'est vous ». Dit ainsi, ce n'est pas crédible. Comment celui ou celle à qui on répond de cette façon, alors qu'il ou elle n'arrive déjà pas à se faire entendre dans son atelier, son bureau, son entreprise, va-t-il pouvoir se dire, « ah bien oui, la perspective, c'est moi ? ». Il ne peut le concevoir que si on fait la démonstration

qu'au niveau national on va mettre toutes nos forces, toute la force de notre organisation à faire en sorte que ce salarié-là, l'habitant du petit village de l'autre bout de la France, l'enseignant, le chercheur dans son laboratoire aient la possibilité de dire leur mot, de faire part de leurs idées, de les confronter à celles des autres, et d'être informés de ce qui se dit et se propose ailleurs. Car c'est de cela qu'il s'agit : mettre en commun tout ce qu'ils pensent les uns et les autres et en faire une véritable force, qui va s'imposer aux forces politiques et vis-à-vis de laquelle elles vont devoir se déterminer.

Et cela m'amène à ma dernière remarque : je crois, en partant de la façon dont pratiquent de plus en plus gouvernement et chefs d'entreprises, (l'exemple d'Air France de ce point de vue est intéressant), qu'il nous faut conduire le débat sur ce que c'est que « consulter les gens ». Consulter les gens ce n'est pas leur dire « remplissez un questionnaire » ou « répondez par oui ou par non à un référendum ». C'est quelque chose de plus complexe, c'est vraiment mener un débat où les opinions se confrontent, où on apprend les uns des autres.

Dans cette construction politique, quelle place et quel rôle nouveaux des gens, des partis de gauche, des forces progressistes ?

Paul Boccard : Je veux partir de ce que vient de dire Pierre. Le besoin d'articulation entre le début de prise de conscience, la volonté de refus et l'exigence d'être écouté et d'une toute autre politique font qu'une construction politique novatrice devrait comprendre à la fois les gens, les travailleurs pleinement partie prenante des décisions et en même temps les forces

politiques organisées ; et même d'autres forces organisées : associations, syndicats, courants de pensée, etc ... Effectivement, il y a une double question, le contenu d'une politique et sa forme, elle-même intimement liée à un type de contenu radicalement nouveau. La jonction jeunes diplômés, jeunes non-diplômés dans le mouvement contre le CIP a constitué une force considérable, de même qu'il y avait au départ, à Air France, la jonction du pilote jusqu'au balayeur. C'est la crise qui crée cette jonction ; ils sont obligés de frapper davantage les catégories qualifiées, et celles-ci se développent.

Cela renvoie aux forces politiques. En effet, il y a bien des facteurs expliquant comment le PS a utilisé le mouvement du Programme commun pour prendre le dessus de façon écrasante. Mais une des raisons importantes c'est la position des cadres et des salariés les plus qualifiés qui ont constitué une de ses bases. Et il ne faut pas voir cela de façon étroite ; chez tous les ouvriers, il y avait aussi l'influence de la position des plus qualifiés et des cadres. Leur début de jonction nouvelle peut au contraire favoriser la force de propositions et d'intervention de tous les salariés. Cependant, il ne s'agit pas de dire aux gens, aux travailleurs : c'est à vous de trouver les solutions. Nous avons nos responsabilités, comme parti, ainsi que les autres forces d'ailleurs. Mais, la nouveauté du Pacte c'est de vouloir faire en liaison avec les interventions décisives sur le terrain. Je pense qu'on aurait tort de craindre aujourd'hui un « basisme ». Le danger n'est pas du tout que les gens interviennent trop à la base, bien au contraire, pour une nouvelle construction avec les forces politiques.

Je crois que nous ne mesurons pas encore l'ampleur de l'ambition de changement, par rapport à toutes les habitudes, que représente le Pacte dans son originalité. Il faut tenir compte de la leçon de l'expérience du Programme commun. Une nouvelle construction politique, c'est avec les partis et les forces organisées. Mais le problème, c'est de mettre aussi, dans cette construction, les gens, les travailleurs, comme « acteurs » des décisions, et que les gens jugent comment les partis sont « branchés » sur eux, en quelque sorte. Il y a besoin de rupture avec les traditions déléguées si profondément ancrées.

De ce point de vue, je suis d'accord avec l'idée qu'avancait Pierre. Il ne s'agit pas que les gens soient réduits à une force de pression ou de soutien. Mais je crois aussi

que ça ne suffit pas de dire aux gens, « on va être une structure à votre service » pour qu'ils s'expriment sur ce que l'on doit faire. D'abord il n'y a pas que le parti, il y a toutes les organisations et associations. Mais la question n'est pas que les gens discutent seulement de ce que l'on peut faire et ce qu'ils demandent. Il s'agirait encore d'une force de proposition suivie de délégation. Dans une certaine mesure, on l'a fait lors du Programme commun aussi. Par exemple, pour les nationalisations, on a mené la bataille, notamment dans *Economie et Politique*, de 1959 à 1972. Et les travailleurs sont intervenus eux-mêmes, à partir des boîtes, pour exiger les différentes nationalisations. Même le « va-et-vient » avec les travailleurs, c'est une expression que j'employais déjà à l'époque du Programme commun.

Je crois que la nouveauté, et c'est dans l'Adresse pour le Pacte, est dès maintenant, pour les gens, de commencer à intervenir sur les gestions, commencer à construire de nouveaux pouvoirs, de nouvelles pratiques sociales et politiques, en liaison avec les élus. Ainsi nous proposons dans l'introduction : « Votre propre intervention comme pratique sociale et politique nouvelle pour débattre des choix peut permettre de les infléchir à tous les niveaux, notamment dans les entreprises, services publics et privés ». En effet, on devrait chercher à surmonter, à travers de multiples tentatives convergentes, la coupure entre l'intervention sociale, par exemple sur les salaires ou l'emploi et la politique économique qui par exemple, favorise la hausse des charges financières ou des placements financiers. C'est une pratique sociale et politique car elle chercherait à agir sur la politique, par exemple sur la politique financière, à partir des exigences sociales. Il ne s'agirait pas seulement d'exiger une fiscalité dissuasive des placements financiers mais d'agir dès aujourd'hui, sur les charges financières et la sélectivité des crédits pour l'emploi, notamment par l'action conjointe des travailleurs et des élus sur les établissements financiers régionaux et de là, sur toute les gestions nationales des établissements financiers et sur leur encadrement par la politique financière nationale et européenne ainsi que par les fonds publics.

L'Adresse des propositions en vue d'un pacte unitaire précise d'ailleurs :

— au point 1 : « Organiser des cellules de crise avec la participation des élus et des syndicats qui auraient la mission d'enquêter sur l'utilisation des fonds publics et des

crédits en vue de la création d'emplois et de faire des propositions en ce sens » ;

— au point 4 : « Dès aujourd'hui les interventions des usagers et personnels devraient être organisées pour participer aux orientations des services publics ».

Ces efforts de construction de pratiques et de pouvoirs politiques nouveaux, je crois que c'est ça la grande nouveauté. Ça ne veut pas dire du tout qu'on sous-estime les forces politiques organisées. Bien au contraire, elles seraient mises au défi d'aider, notamment les élus au contact des populations, à ce que les gens interviennent pour infléchir les choix et à ce que cela se traduise au niveau des gestions industrielles et bancaires et au niveau de la politique financière régionale et gouvernementale. Nos camarades de Toulouse ont déjà obtenu une sorte d'organisme — avec la participation des élus — pour examiner comment on utilise les fonds publics en vue de l'emploi. Je crois que nous ne devons pas sous-estimer l'effort que nous devons faire pour changer encore nous-mêmes notre culture avec les travailleurs, avec le peuple et y compris avec ces gens qui sont en désarroi par rapport à la politique mais qui, au fond, aspirent à une pratique politique différente. Il faut la changer non seulement dans son contenu mais, comme le disait Pierre, dans sa forme, dans le fait que les gens apprennent à devenir partie prenante des décisions, en instituant une articulation entre leur pouvoir de propositions dans l'entreprise et celui des autres travailleurs ou des élus dans le bassin d'emploi et aussi la politique des institutions financières, de tous les services publics donc la politique économique et sociale dans son ensemble.

Gilles Bontemps : Je suis d'accord avec l'idée qu'on ne peut pas se contenter de répondre aux gens « la perspective c'est vous ». Les gens disent « la droite ça ne va pas » ; et ils disent aussi « on ne veut pas refaire ce qui a été fait avant ». Mais après il reste une question décisive : comment on fait ? Et ça, c'est sans doute la question la plus forte sur laquelle on bute. Je crois que la démarche que l'on veut mettre en œuvre et, en même temps, les premières expériences que l'on vient de vivre, nous donnent les moyens de nous faire comprendre sur le fait que nous ne voulons pas cantonner les gens dans le rôle d'une force de pression ou de soutien. On a l'expérience de la lutte contre le CIP. Ce sont d'abord les jeunes qui l'ont condamné massivement, à partir du moment où ils ont eu conscience de ce que c'était et,

ensuite, on a vu des forces politiques, des organisations syndicales, des associations se mettre à suivre quand bien même ce mouvement remettait en cause, sur le fond, les politiques menées depuis dix ans avec la création des TUC et le développement des emplois précaires. Elles ont bien été obligées de se mettre à l'unisson de l'exigence populaire. C'est pourquoi, j'aime bien la phrase de Robert Hue quand il dit « la question qui est posée ce n'est pas les partis politiques sans les gens, ce n'est pas les gens sans les partis politiques, c'est les partis et les formations politiques à l'unisson des gens, à l'unisson des exigences populaires ».

Les expériences avec les jeunes, les salariés montrent qu'on peut faire évoluer des choses, aussi bien au plan revendicatif qu'au plan politique et qu'on a les deux questions à gérer en même temps. On a besoin à la fois de plus de luttes pour s'opposer à la politique du pouvoir et, en même temps, de plus de réflexions, d'initiatives politiques pour montrer aux gens ce qui peut leur permettre d'intervenir dans leur vie.

Il ne suffit pas en effet de leur dire « ça dépend de vous » parce qu'ils ne voient pas exactement ce qui dépend d'eux si on prend les choses de cette façon-là. C'est un peu dans ce sens que je citais l'exemple des Chantiers qui pose des questions de fond, revendicatives et aussi politiques.

On y prend complètement à contre-pied les fausses solutions du type partage du travail/partage des salaires. Avec l'idée forte que le travail doit redevenir la base du développement de la société, au lieu que la société mette en cause ce qui permet son propre développement en cassant l'emploi et les salaires. Donc ce sont des choses qui ont commencé à bouger mais il y a une autre question qui vient derrière tout ça : « qui décide et pourquoi c'est comme ça ? ». Notre problème est par la discussion, par le débat, par les initiatives que l'on peut prendre, de faire bouger la conception que les gens ont des questions de société qui les préoccupent, mais aussi

de faire bouger leur réflexion sur la modification nécessaire du rapport entre les forces politiques.

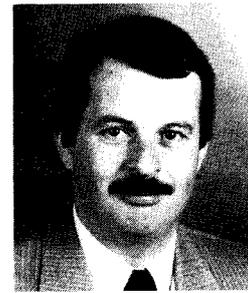
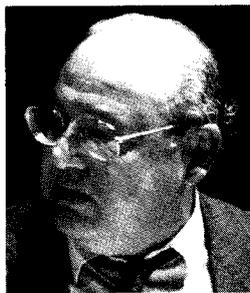
C'est dans ce sens-là qu'on peut poser la question du besoin qu'ils ont d'avoir un parti qui porte leurs exigences, qui les fasse vivre, tout en sollicitant, en retour, leur intelligence, leur expérience. Avec l'Adresse aux Français, on évite un double écueil : poser la question aux gens ; « qu'est-ce que vous voulez ? » sans rien leur apporter ; ou enfermer leur réflexion dans un questionnaire tout ficelé, comme voudrait le faire E. Balladur, aujourd'hui, avec les jeunes. Les communistes ont des choses à dire. Ils soumettent des propositions à la discussion et ils créent les moyens de permettre cette discussion, cet échange avec les gens, avec les associations, les formations politiques. Mais ce n'est pas le statu quo. Sinon ça pourrait nous reconduire à des choses que l'on a vues avant. Pour créer des emplois on aurait pu admettre à un moment donné, qu'il suffisait de partager les salaires, de partager le travail, mais ce n'est pas notre état d'esprit. Nous voulons que notre apport serve à faire monter la barre sur les vraies solutions.

Pierre Blotin : Pour l'essentiel, je partage ce qu'a dit Paul. Le danger principal auquel on est confronté ce n'est pas que les gens interviennent trop ! Je trouve même qu'il y a, dans le phénomène de « rejet de la politique » encore de la délégation de pouvoir. Il y a un rejet de pratiques politiciennes méprisables et souvent révoltantes. Il y a aussi une part de désillusion lorsque l'on attend des forces politiques qu'elles répondent à tout. Et précisément, ce que nous proposons c'est une autre façon de faire face à cette difficulté. Ni attendre « tout » des forces politiques — plus exactement des états-majors politiques — ni penser qu'elles ne servent à rien ; c'est pour cela que je mets en garde contre la tentation du « basisme ». Ne sous-estimons pas la tendance visant à évacuer la question des forces politiques. Je crois qu'il faut le dire.

Paul Boccara : On doit souligner qu'il ne faut pas évacuer le rôle décisif des forces politiques organisées, mais je crois que critiquer le « basisme » est ambigu aujourd'hui, face aux besoins d'une culture nouvelle d'interventions.

Pierre Blotin : Cela va au-delà et je vais essayer de préciser. Il y a parfois, y compris chez des communistes, y compris dans les entreprises, l'idée : « le Front populaire, la Libération, le Programme commun, vous n'avez donc pas compris qu'il n'y a plus rien de possible en haut ? Il n'y a qu'une seule voie c'est à la base ». C'est doublement faux. D'abord parce que cela renvoie aux calendes grecques toute perspective pour la raison que l'on a dite tout à l'heure. Si les gens qui prennent conscience qu'il y a une autre politique possible ne voient pas en même temps qu'il y a des forces politiques pour constituer une majorité, un gouvernement afin de mettre en œuvre cette autre politique, ils n'auront pas de perspective. Ensuite, y a-t-il à tout moment une telle différence entre la « base » et les états-majors politiques ? Quand le PS a fait les TUC, la « base » socialiste était-elle en désaccord ? Sûrement pas. Le Parti socialiste a pu gouverner comme il a gouverné parce que sa base était gagnée à un certain nombre d'idées. Et ce qui fait sa difficulté actuelle c'est que sa « base » électorale a évolué, que des choses bougent dans les consciences.

C'est l'un des éléments qui donne force et validité à notre démarche. Une chose est en effet de venir à une discussion entre états-majors en disant : « nous, Parti communiste, avec le poids électoral qui est aujourd'hui le nôtre, nous pensons qu'il faut taxer les capitaux spéculatifs » ; autre chose est de dire « prenons en compte le fait que 60 % des gens — dont beaucoup de ceux qui votent ou ont voté socialiste — pensent qu'il faut taxer les capitaux spéculatifs ». C'est poser en d'autres termes les rapports entre forces politiques, et avec le mouvement social, le mouvement populaire. Cela m'amène



à la deuxième remarque : comme dans toute stratégie, il y a un pari. Ce pari, c'est qu'on peut être capable, dans le débat démocratique, de faire grandir le niveau des exigences. Aujourd'hui sur la question des nationalisations, de leur démocratisation, du rôle du secteur public, il y a visiblement un grand chemin à parcourir ... mais nous faisons le pari que, par le débat démocratique, par l'expérience des gens et par leur intervention, on est capable de faire progresser des idées nouvelles. Nous mettons à la disposition de ces millions de gens le parti avec tout ce qu'il représente, sa capacité à ouvrir des espaces, sa capacité à faire des propositions, sa capacité à être partie prenante d'initiatives d'action et d'intervention. C'est inséparablement les trois.

De ce point de vue, il y a peut-être une réflexion qu'on peut avancer ensemble sur la différence avec le Programme commun. Je vois la différence, d'abord dans la façon dont nous avançons nos propositions. On peut le rappeler, on a passé des années à convaincre que les nationalisations c'était une bonne chose, à convaincre que telle autre de nos propositions était bonne. Les gens s'y sont « ralliés ». Aujourd'hui, nous leur disons : « Voilà ce que nous pensons, voilà quelle logique nouvelle nous pensons qu'il faut introduire. Discutons-en. Enrichissons cela ensemble ». Autre différence, à mon avis de taille, c'est qu'aujourd'hui, face à l'approfondissement de la crise, les questions posées sont de plus en plus des questions de société, voire de civilisation. Cela nous oblige à élever considérablement le niveau de notre intervention, à monter le débat sur ces grands enjeux.

Dernière chose qui me ramène à mon accord avec Paul : lorsque nous avons, au Comité national, discuté le texte notre « Adresse aux Français » pour leur soumettre notre initiative, il a fait un amendement d'une grande importance sur le fait que nous ne proposons pas seulement de discuter, de réfléchir, mais aussi d'agir, d'intervenir partout sur les choix. Il est en effet capital que les gens fassent l'expérience que cela sert à quelque chose d'intervenir, qu'ils fassent l'expérience que cela peut, d'ores et déjà, faire bouger les choses. Gilles a donné l'exemple du CIP. Qu'est-ce qui fait que les inventeurs des TUC et des SIVP ont été amenés à réclamer à corps et à cris l'annulation du CIP, qui prolongeait les démarches antérieures ? C'est qu'il y a eu cette intervention et qu'au bout d'un moment, quand les

gens interviennent sur les choix, on est bien obligé de se déterminer par rapport à cette intervention. Là on a fait une expérience concrète. Cela peut être valable pour telle entreprise, pour telle branche, pour les affaires de l'Etat ou pour les affaires internationales. A nous d'en faire la démonstration. Ce n'est pas gagné d'avance.

Paul Boccara : Pierre et Gilles ont tout à fait raison d'insister sur la hauteur considérable de l'enjeu. L'exigence est inscrite dans les échecs de toutes ces politiques dans les aspirations si profondes. Il y a une exigence de création, de novation énorme et en même temps qu'elle soit viable, réaliste, responsable. Il faut tenir ces deux aspects. Cela renvoie au débat que nous avons eu au 28^e Congrès sur les idées de dépassement : pas une table rase ; abolir les maux et aller plus loin que les forces du système en crise ; mais en même temps, une novation énorme.

Par rapport à ce que disait Gilles, pour le CIP, il faut voir les deux côtés de la question. D'abord un mouvement formidable, très décidé et très convaincu, a fait reculer un pouvoir majoritaire politiquement. Il faut que les gens ne perdent pas le souvenir de leur force. Donc nous devons tout de suite essayer d'accrocher cette force jusque dans une construction politique. Mais en même temps, on a obtenu simplement qu'on abroge la mesure. Il n'y a toujours pas une solution au chômage des jeunes, et le gouvernement dit maintenant : « il faut un sous-SMIC pour les non-qualifiés » avec la volonté de les isoler ; et il repart à l'attaque d'une autre façon sur la baisse des charges salariales au lieu d'attaquer les gâchis de la croissance financière, des capitaux, etc. C'est pourquoi, on doit parler d'une autre utilisation des fonds. Pas seulement des fonds de l'Etat (pour les jeunes par exemple), mais de tous les fonds pour tel chantier, pour telle entreprise. Mais là aussi, on va nous répondre : nous sommes tenus d'agir ainsi parce que nous avons telles relations avec les banques, avec les institutions financières, etc. Or en faisant bouger les gestions, on peut mettre en cause les institutions financières, la politique économique et financière, la politique tout court.

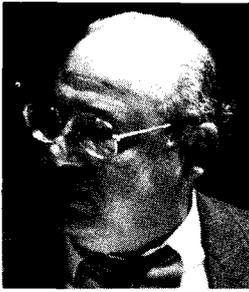
Ce qui ne veut pas dire que l'on ne passe pas par les force organisées, au contraire : on se branche sur toutes les forces et les institutions organisées. En intervenant, les gens vont apprendre ce qui bloque, expérimenter des façons de lever des blocages, en liaison entre eux et avec les élus. On

va chercher aussi à se mettre, avec les travailleurs, en prise non seulement sur les charges financières, mais sur les gâchis des coûts matériels et financiers, sur les critères d'utilisation des fonds depuis les entreprises jusqu'aux banques, en passant par les marchés financiers, les dérèglementations européennes, le ministère des Finances, toute la politique économique et sociale.

Il ne suffit pas de dire il faut faire les bons choix politiques. Parce que les choix politiques des ministres, des partis, des dirigeants de banques, d'institutions financières, d'entreprises, sont des choix sous contrainte d'un certain nombre de règles, et de critères organisés. Ils ne peuvent pas choisir n'importe quoi. Si par exemple un chef d'entreprise disait « moi je choisis de ne pas mettre autant de fonds sur la croissance financière, ou sur des investissements faisant croître la production et non la réduction d'emplois, car je veux augmenter les salaires et l'emploi », son conseil d'administration, ou sa banque diraient « ça va diminuer votre rentabilité financière » et il serait en conflit avec eux ; ou bien, il sera concurrencé par les entreprises qui ont une rentabilité financière supérieure. Si les choix sont sous contrainte de critères, sous contrainte des règles des institutions correspondant à ces critères, il faut donc qu'on change les règles et les critères d'utilisation des fonds, les pratiques des institutions et les institutions elles-mêmes pour les ouvrir à d'autres types de choix concrets.

**Précisément,
ne s'agit-il pas
de choix
politiques ?**

Paul Boccara : Même les choix politiques sont conditionnés. Prenons le PS dans les années quatre-vingts, au gouvernement. Etant donné son orientation idéologique, déjà il était préparé à soutenir les gestions fondées sur la rentabilité financière. Il était prêt à s'ouvrir complètement aux forces dominantes pour garder le pouvoir, sans trop de vagues. Mais aussi, la pression sur lui a été énorme, de la part des entreprises, des titulaires de fonds, de l'environnement international. Il n'aurait pas été

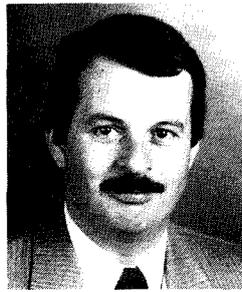


du tout facile de faire d'autres choix. Il aurait fallu pour cela être appuyé sur des mouvements amples et tenaces des travailleurs et des populations sur toutes les gestions des fonds des entreprises, des services publics, des institutions financières avec des critères de cohérence, d'efficacité, de productivités nouvelles et non simplement de réponse aux besoins évidents.

Pierre Blotin : Il y a un point sur lequel tu as personnellement, je crois, beaucoup travaillé : c'est qu'avec nos propositions les membres du conseil d'administration dont tu parlais, seraient conduits à considérer que, avec de nouvelles règles fiscales, ce qui deviendrait avantageux pour eux, ce ne serait plus la financiarisation, la spéculation mais l'investissement créateur d'emplois. De la même façon, sur la mixité, donner au secteur public un rôle pilote avec des critères nouveaux, cela changerait les règles du jeu pour les choix des dirigeants du secteur privé. Chercher au niveau européen des convergences de luttes, contribuer à faire naître et grandir une « contre-offensive » des peuples, c'est aussi un moyen pour modifier les règles du jeu pour les choix des gouvernements.

Paul Boccara : C'est le type de questions qu'il va falloir discuter et dont il faudrait commencer à expérimenter les réponses dans les luttes et les interventions sociales et politiques sur le terrain. Il faut construire quelque chose qui marche, de très novateur, mais avec les gens comme ils sont, les institutions, au départ du moins, comme elles sont. Les innovations du 28ème Congrès favorisent, certes, cette grande initiative.

Proposer une mixité tout à fait nouvelle, à prédominance publique et sociale, (avec prépondérance de critères d'efficacité sociale sur les critères de rentabilité capitaliste), cela veut dire : 1) que le secteur public, industriel et du crédit, puisse inciter des entreprises privées à faire telle chose et non pas telle autre ce qui implique des incitations économiques fortes, et convergentes sur divers plans, liées à de



nouveaux critères d'efficacité sociale des fonds, notamment au niveau de la fiscalité du crédit ; 2) et aussi que les travailleurs, les populations, les élus puissent intervenir à partir de critères de cohérence nouveaux, surtout les fonds de l'entreprise pour des choix concrets sociaux et efficaces. Il faut voir l'ampleur du changement, la créativité culturelle et politique nécessaire. Il faut tenir les deux bouts dans la durée et en ayant confiance dans notre peuple.

D'abord, il faut des changements de très grande ampleur, d'une très grande cohérence, systémique, c'est à dire qui change le système, même si c'est pour une mixité nouvelle. C'est un autre système mixte.

En même temps, si on ne fait pas par des bouts limités, accessibles aux gens, aux luttes, mais multiples et convergents dans un vaste projet qui se dessinera graduellement, on ne le fera pas. Il faut un va-et-vient entre les expériences sur des bouts limités multiples, sur lesquels on va essayer d'avancer et la prise de conscience des besoins de changement plus cohérents, plus vastes. On a des idées sur de nouvelles cohérences. Mais la réalité, toujours plus complexe et plus riche, va nous apprendre une cohérence réaliste qu'on va construire concrètement en modifiant encore la cohérence novatrice qui est déjà supposée sur le papier, pour dépasser celle qui existe actuellement dans la société et qui développe la crise.

En même temps les gens vont devoir se mettre aussi à la cohérence. Parce que s'ils ne voient jamais plus loin que le bout de leur nez, on restera dans la situation actuelle. La crise de civilisation, c'est la coupure profonde, devenant désormais intolérable, entre les gens qui ne voient qu'un petit bout et qui sont des exécutants et les dirigeants qui ont une vision d'ensemble mais pas dans le sens des intérêts des gens avec la domination devenue insupportable de la délégation. Périodiquement, il y a une délégation formelle, progressivement démocratique, qui est certes un progrès par rapport à une monarchie abso-



lue, à un pouvoir despotique. Mais ce n'est qu'une délégation, même provisoire. Et nous voulons aller plus loin que cela, nous voulons que les citoyens, en ayant encore des institutions délégataires, des élus, des parlements et des gouvernements et pour très longtemps, commencent eux-mêmes à participer en permanence aux décisions.

Quelles sont déjà les premières initiatives engagées sur le terrain ?

Gilles Bontemps : C'est une démarche de longue haleine que l'on engage, mais il faut l'engager sans attendre, à la fois globalement et sur le terrain. Commencer à faire connaître notre démarche c'est déjà un premier angle d'attaque qu'on a besoin de faire vivre et qui nous oblige à sortir complètement des faux schémas sur le rôle du parti, y compris à l'entreprise. On voit bien qu'avec notre proposition d'un pacte pour le progrès on ne vient pas doubler le syndicat sur le terrain revendicatif.

Peut-être qu'en marchant, il y a des choses qui vont changer et que d'autres prendront des initiatives. Mais pour l'instant, c'est à nous d'engager avec les cellules, avec les communistes, en prenant grand soin à la façon dont on popularise et aux suites qu'on donne à cette popularisation. Mais il nous faut imaginer une suite vivante qui va interpeller les gens, les inciter à faire un effort de prise d'information, un effort de réflexion parce que ça va les aider à dire ce qu'ils ont sur le cœur, à réagir.

Cela va nous demander beaucoup d'efforts mais l'on ne part pas de rien. Il y a l'expérience que l'on a faite avec la bataille pour le référendum de Maastricht, qui a quand

même été forte pour faire connaître une proposition, la faire vivre et la faire discuter avec un débouché sur un mouvement et un vote de gauche. Il y a eu dès 1991, après l'effondrement des pays socialistes, les débats sur l'utilité du Parti communiste, confortés en 1992 avec la deuxième série de débats entre les communistes et entre les gens. C'est bien au cœur de ce que l'on veut faire aujourd'hui, et cela nous a nous-mêmes aidé à concevoir notre campagne des élections législatives. On peut s'appuyer sur cette expérience pour aller à des rencontres dans un atelier, un service, un quartier avec des catégories de personnel, des femmes, des jeunes ... Le parti va s'enrichir de ces démarches multiples, et d'autant plus si notre presse informe de ces initiatives, favorise l'échange d'expériences sur leur préparation, leur contenu, leurs conséquences.

Pierre Blotin : Juste deux mots qui seront ma conclusion. D'abord, le Pacte unitaire pour le progrès n'existe pas. Il est à construire. Mesurons les efforts qualitatifs et quantitatifs que nous avons à fournir. Cela exige en effet un gros effort sur nous-mêmes, et un gros effort pour nous ouvrir aux autres. Nous avons aussi besoin, pour mener à bien cette initiative d'un Parti communiste plus nombreux.

Une remarque à ce propos : il y a actuellement autour du parti, notamment dans les entreprises, un grand nombre d'hommes et de femmes qui sont intéressés par ce que font les communistes, voire d'accord sur l'essentiel. Certains nous disent : « Je participe à tout ce que vous faites. Vous me dites que vous avez besoin de ma réflexion : je viens aux réunions que vous organisez. Vous me dites que vous avez besoin d'un coup de main pour telle ou telle initiative : d'accord. Alors pourquoi adhérerai-je au Parti ? » Montrons leur que leur apport est nécessaire, non seulement pour la réflexion, mais pour pouvoir démultiplier tous les moyens, les contacts avec les gens que suppose la réussite de l'initiative. Je crois que c'est un débat qu'il faut avoir avec ces nombreux salariés.

Autre aspect : je n'imagine pas que les « espaces de dialogues », cela va consister à dire aux gens « venez, on va refaire le monde en une soirée. Les communistes ont dix propositions, c'est de l'ensemble de ces dix propositions qu'il faut discuter et puis aussi de la place des forces politiques ». Sans doute, on va ici plutôt discuter de l'emploi, et là plutôt de l'école,

ici de la protection sociale, là de l'Europe, etc. mais je suis certain qu'à chaque fois, on va déboucher sur les grandes questions politiques, on va se revoir, aborder d'autres questions, agir ensemble, tirer ensemble les leçons des actions que l'on aura menées ... et déboucher ensemble sur la réflexion sur une politique cohérente. N'enfermons nos initiatives dans aucun formalisme, soyons ouverts à toutes les possibilités.

Et puis, dernier mot : nous avons posé, lors d'une conférence nationale la question du rôle du parti dans les entreprises et de son utilité. Avec cette initiative du Pacte unitaire pour le progrès je crois que cela veut dire : « faire de la politique dans l'entreprise avec les salariés dans leur diversité ».

Paul Boccard : *Economie et Politique* peut contribuer à cette construction nouvelle en nous mettant en prise pour apprendre aussi dans un va-et-vient à partir d'expérimentations nouvelles. Par exemple, sur la dialectique entre choix concrets et critères d'utilisation des fonds, sur la réalité des choix sous contrainte de critères. A partir de l'idée d'une autre utilisation de l'argent pour l'emploi, *Economie et Politique* peut s'insérer dans cette démarche d'expérimentation des interventions sociales et politiques avec de nouvelles règles.

Les espaces de rencontre et de dialogue, ce n'est pas parler pour parler, mais c'est parler pour expérimenter, pour agir, pour intervenir et réfléchir à plusieurs, à partir de bouts limités d'intervention. Ainsi, je ne suis pas pour dire d'abord aux gens : « voilà ce que sont les nouveaux critères d'efficacité sociale » ; mais pour leur dire : « on va essayer ensemble d'intervenir pour voir comment les crédits, profits et fonds publics font de l'emploi ou pas ». Si on peut mobiliser les gens pour se mêler de ça, alors, ensemble, on va pouvoir comprendre comment la rentabilité capitaliste favorise l'abaissement des charges salariales et la croissance financière, ou des investissements en machines contre l'emploi. On va pouvoir comprendre comment une autre cohérence d'efficacité, d'économies sur les moyens matériels et financiers, de développement des hommes pourrait favoriser l'emploi efficace.

Economie et Politique a déjà eu l'expérience, par exemple de l'époque du Programme commun, d'une bataille idéologique de très longue haleine de 1959 à 1972 et au-delà. Bien sûr, il y avait l'orien-

tation néfaste de délégation aux sommets des partis et du futur gouvernement, tous les préjugés étatistes. Mais déjà il y avait eu un certain va-et-vient idéologique et on avait pu faire avancer un certain nombre d'idées nouvelles devenues populaires. Ainsi Hugues Portelli dans son ouvrage sur « le nouveau PS » de 1981 dit que dans la gauche, il y avait une hégémonie du Parti communiste sur les idées du capitalisme monopoliste d'Etat, comme quoi les monopoles dominaient l'Etat et donc qu'il fallait nationaliser. Les gens ont soutenu les nationalisations et on a fait les nationalisations. Bien sûr, malgré des tentatives très isolées sur la gestion, on n'a pas cherché à changer leurs critères et on a tout délégué, pratiquement à l'Etat, à ses commis, au gouvernement. Ce qui a conduit à ce que l'on sait.

Mais il y a aujourd'hui possibilité de créer de façon nouvelle un grand mouvement de discussion. Et cette fois-ci, en tenant compte de la leçon, à la fois sur des contenus incomparablement nouveaux et en expérimentant dès aujourd'hui des formes politiques nouvelles d'intervention en nous ouvrant nous-mêmes aux expériences d'interventions sur le terrain. Par exemple, nous allons pour l'automne 1994, avec la commission économique et d'autres commissions du Comité national participer à un Colloque sur l'emploi dans l'esprit des efforts de construction politique novatrice du Pacte unitaire pour le progrès. Nous voulons dans ce colloque faire monter des expériences d'intervention sur les fonds pour l'emploi. Comment les gens y sont allés ? Sur quoi cela a buté ? Ce que ça demande pour commencer à développer cette intervention nouvelle, ces pratiques sociales et politiques nouvelles en interactivité avec les forces politiques organisées et les élus sur le terrain, en liaison avec les syndicats et associations, en liaison avec les institutions de financement et les services publics actuels.

On a commencé une très grande initiative. Prenons le temps, avec passion mais aussi patience, de la construire. Cela peut marquer l'histoire du parti, à mon avis, pour une longue période et donc l'histoire de la France, étant donné ce qu'est notre parti. Et même l'histoire de l'Europe. L'initiative sera ce que nous en ferons. Et moi je la vois très grande, comme une nouvelle phase dans notre histoire. ■

Table ronde animée par
Denis Recoquillon